



Agence spatiale
canadienne

Canadian Space
Agency



Agence spatiale canadienne

2018-2019

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé

le 31 décembre 2018

Compte rendu de la gestion pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018

1. Introduction

Ce rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses 2018-2019](#)¹.

1.1 Mandat et activités de programmes

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mandat *de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique.*

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur le [mandat](#) et le cadre ministériel des résultats de l'ASC dans le [Plan ministériel 2018-2019](#)¹.

¹ Les données financières présentées à titre de dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses (BPD) et le plan ministériel peuvent différer des autorisations disponibles présentées dans ce Rapport financier trimestriel (RFT). Les données du plan ministériel comprennent une estimation des rajustements au BPD pour l'année complète, tandis que le RFT présente uniquement les autorisations accordées à ce jour via le processus du budget des dépenses (c.-à-d. BPD et Budgets supplémentaires des dépenses).

1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport financier trimestriel (RFT) a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations, joint à ce rapport, inclut les autorisations de dépenser de l'ASC accordées par le Parlement et utilisées par l'ASC, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses votés au 31 décembre pour l'exercice 2018-2019 comparativement à 2017-2018. Ce RFT a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

L'autorisation préalable du Parlement est requise avant que le gouvernement puisse dépenser des fonds. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

L'ASC utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses soit, une comptabilité d'exercice partielle.

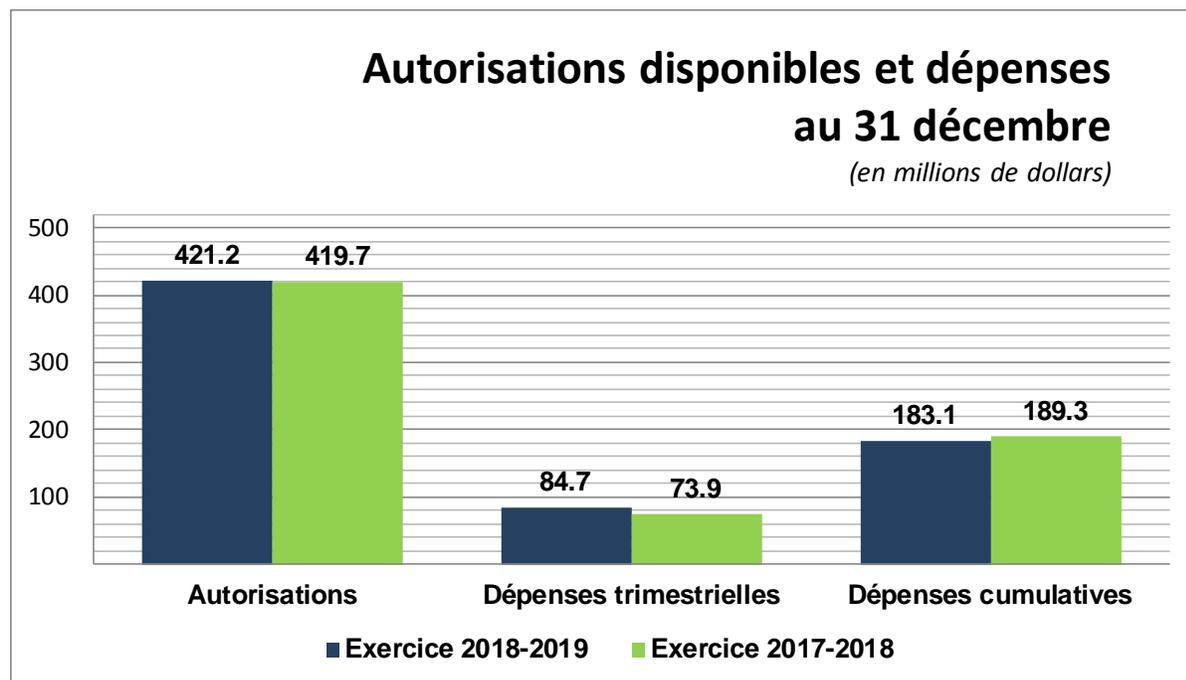
La comptabilité d'exercice partielle inclut les déboursés ainsi que certains courus pour les salaires et les indemnités salariales.

Ce RFT n'a pas fait l'objet d'un audit externe. Par contre, il a été examiné par les membres du Comité d'audit de l'ASC, qui sont satisfaits de la présentation et du contenu du rapport.

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels

La présente section souligne les éléments significatifs qui ont contribué aux changements au niveau des autorisations disponibles pour l'exercice ainsi qu'au niveau des dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des variations des autorisations disponibles et des dépenses. Des détails supplémentaires sur ces variations se retrouvent aux sections 2.1 et 2.2 ainsi que dans les tableaux en annexe.



Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

2.1 Changements importants dans les autorisations (crédits totaux disponibles) entre les exercices 2018-2019 et 2017-2018

Les crédits totaux disponibles au 31 décembre 2018 sont de 421,2 millions de dollars et représentent une augmentation de 1,6 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Autorisations (en milliers de dollars)	2018-2019	2017-2018	Variance	%
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	179 828	180 678	(850)	(0%)
Crédit 5 - Dépenses en capital	175 516	168 666	6 850	4%
Crédit 10 - Subventions et contributions	56 411	60 966	(4 555)	(7%)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 463	9 328	135	1%
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21	30	(9)	(30%)
Autorisations budgétaires totales	421 239	419 668	1 571	0%

La diminution de 1 million de dollars du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 6,5 millions de dollars suite à l'obtention du financement additionnel pour la prolongation de la participation du Canada à la mission de la Station spatiale internationale (SSI) de 2021 à 2024.
- Une diminution de 3,1 millions de dollars entre 2017-2018 et 2018-2019 en raison du report de fonds moins important du crédit de dépenses de fonctionnement de 2017-2018 à 2018-2019 par rapport à celui de 2016-2017 à 2017-2018.
- Une diminution de 2,0 millions de dollars résultant d'un transfert budgétaire provenant du crédit de fonctionnement au crédit de subventions et contributions pour le Programme de développement des technologies spatiales.
- Une augmentation de 1,8 million de dollars suite à l'obtention du financement additionnel pour le projet Quantum Encryption and Science Satellite (QEYSSat).
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre résultant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

L'augmentation de 6,9 millions de dollars du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 14,5 millions de dollars entre 2017-2018 et 2018-2019 en raison du report de fonds plus important du crédit capital de 2017-2018 à 2018-2019 par rapport à celui de 2016-2017 à 2017-2018.
- Une diminution de 7,5 millions de dollars attribuable à la fin du financement additionnel obtenu pour les éléments du budget fédéral de 2016 concernant le renforcement de la sécurité du centre spatial John H. Chapman ainsi que l'achat et l'installation de matériel absorbant pour la chambre anéchoïque du Laboratoire David Florida (LDF).

Agence spatiale canadienne

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018

- Une diminution de 4,4 millions de dollars par rapport à l'année précédente attribuable à la fin du financement additionnel obtenu pour maintenir l'intégrité de l'édifice et des équipements associés au Laboratoire David Florida (LDF) et pour qu'il soit conforme aux codes et aux normes en matière de bâtiment en vigueur.
- Une augmentation de 2,6 millions de dollars suite à l'obtention du financement additionnel pour le projet Quantum Encryption and Science Satellite (QEYSSat).
- Une augmentation de 2,6 millions de dollars pour les activités reliées au projet de topographie des surfaces d'eau océaniques et continentales SWOT-C, liée à des besoins différents en flux de trésorerie du projet.
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre résultant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

La diminution de 4,6 millions de dollars du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une diminution de 5,0 millions de dollars par rapport à l'année précédente selon le profil du financement additionnel obtenu dans le cadre du Budget 2015 pour le programme de contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne pour le programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications (ARTES).
- Une augmentation de 2,0 millions de dollars résultant d'un transfert budgétaire provenant du crédit de fonctionnement au crédit de subventions et contributions pour le Programme de développement des technologies spatiales.
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre résultant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

2.2 Changements importants dans les dépenses trimestrielles et cumulatives (crédits utilisés) entre les exercices 2018-2019 et 2017-2018

Les dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018 sont de 84,7 et 183,1 millions de dollars et représentent une augmentation trimestrielle de 10,7 millions de dollars et diminution cumulative de 6,3 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Dépenses par crédit au 31 décembre

Dépenses par Crédit (en milliers de dollars)	2018-2019		2017-2018		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	39 009	101 217	42 993	103 742	(3 984)	(2 525)
Crédit 5 - Dépenses en capital	31 385	44 377	22 322	61 778	9 063	(17 401)
Crédit 10 - Subventions et contributions	11 927	30 385	6 336	16 931	5 591	13 454
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 365	7 097	2 289	6 867	76	230
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3	16	3	24	-	(8)
Dépenses budgétaires totales par Crédit	84 689	183 092	73 943	189 342	10 746	(6 250)

La diminution de 4,0 et 2,5 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une diminution des dépenses attribuables aux variations dans le calendrier de paiements liées à la réalisation d'activités telles que : l'exploration spatiale, le programme de développement des technologies spatiales, les initiatives gouvernementales en observation de la Terre ainsi que l'entretien et les opérations des infrastructures immobilières du Laboratoire David Florida (LDF).
- Une diminution des dépenses salariales, incluant les paiements de salaire rétroactif, résultant de la ratification de conventions collectives en 2017-2018.

L'augmentation de 9,1 millions de dollars des dépenses trimestrielles et la diminution de 17,4 millions de dollars des dépenses cumulatives du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements liées à la réalisation d'activités telles que : la Mission Constellation Radarsat (MCR), les projets en appui à la station spatiale internationale (SSI) et les projets de maintien d'infrastructures immobilières du Laboratoire David Florida (LDF) et du centre spatiale John H Chapman (CSJHC).

L'augmentation de 5,6 et 13,5 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE) ainsi que le Programme global des subventions et contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.

Dépenses par article courant au 31 décembre

Dépenses par Article courant <i>(en milliers de dollars)</i>	2018-2019		2017-2018		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Personnel	19 189	56 368	20 987	57 421	(1 798)	(1 053)
Transports et communications	1 240	3 167	1 279	2 920	(39)	247
Information	1 121	2 528	643	2 032	478	496
Services professionnels et spéciaux	22 054	48 364	23 678	51 105	(1 624)	(2 741)
Location	914	1 778	1 029	2 192	(115)	(414)
Service de réparation et d'entretien	961	2 617	5 578	7 853	(4 617)	(5 236)
Services publics, fournitures et approvisionnements	180	1 126	527	1 299	(347)	(173)
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	56	93	-	-	56	93
Acquisition de matériel et d'outillage	27 022	34 653	13 832	45 523	13 190	(10 870)
Paiements de transfert	11 927	30 385	6 336	16 931	5 591	13 454
Autres subventions et paiements	25	2 013	54	2 066	(29)	(53)
Dépenses budgétaires totales par Article courant	84 689	183 092	73 943	189 342	10 746	(6 250)

La diminution de 1,8 et 1,1 million de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Personnel est principalement causée par :

- Les variations dans les dépenses salariales, incluant les paiements de salaire rétroactif, résultant de la ratification de conventions collectives en 2017-2018.

La diminution de 1,6 et 2,7 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Services professionnels et spéciaux est principalement causée par :

- Les variations dans le calendrier de paiements liées à la réalisation d'activités telles que : la Mission Constellation Radarsat (MCR), les projets en appui à la station spatiale internationale (SSI), le programme de développement des technologies spatiales et les initiatives gouvernementales en observation de la Terre.

La diminution de 4,6 et 5,2 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Service de réparation et d'entretien est principalement causée par :

- Les variations dans le calendrier de paiements reliées aux projets de maintien d'infrastructures immobilières du Laboratoire David Florida (LDF) et du centre spatial John H Chapman (CSJHC).

L'augmentation de 13,2 millions de dollars des dépenses trimestrielles et la diminution de 10,9 millions de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Acquisition de matériel et d'outillage est principalement causée par :

- Les variations dans le calendrier de paiements liées à la Mission Constellation Radarsat (MCR) ainsi que pour les projets en appui à la station spatiale internationale (SSI) et les projets de maintien d'infrastructures immobilières du centre spatial John H Chapman (CSJHC).

L'augmentation de 5,6 et 13,5 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Paiements de transfert est principalement causée par :

- Les variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE) ainsi que le Programme global des subventions et contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.

3. Risques et incertitudes

Les dépenses cumulatives au 3^e trimestre de 2018-2019 représentent 43% des autorisations alors que 75% de l'année financière s'est écoulée. Le niveau des dépenses est semblable à celui des exercices financiers 2017-2018 (45%) et 2016-2017 (46%) et ne représente aucun enjeu. La situation des dépenses cumulatives se rétablira en fin d'année financière lors de l'enregistrement des courus selon la comptabilité d'exercice intégrale combiné avec le report des budgets à l'exercice suivant.

La nature spécifique du programme spatial canadien confronte l'ASC à des enjeux liés au développement de technologies avancées ainsi qu'à l'aspect international de certains projets. Pour le Canada, les activités spatiales doivent être réalisées en partenariat avec les autres puissances spatiales au moyen de technologies novatrices et abordables. La nature internationale et les défis techniques associés au développement et à la mise en œuvre de technologies innovantes, en collaboration avec de multiples partenaires, génèrent des risques dans la réalisation des projets et donc, des risques financiers associés à l'utilisation des fonds tels que le report des fonds et la hausse des coûts.

De l'Accord de coopération Canada / l'Agence spatiale européenne (ASE) émane également des risques tels que les montants payables qui varient en fonction des changements des statistiques sur le produit national brut (PNB), de la variation de la devise canadienne par rapport à l'euro (taux de change), de l'inflation et de l'application de la politique industrielle de l'ASE. Ces risques ont une incidence à la fois sur les coûts et le profil des flux de trésorerie.

Pour atténuer ces risques, l'ASC revoit régulièrement son portfolio de projets, ses plans d'activités, ses échéanciers et ses stratégies de gestion financière pour s'adapter aux changements apportés aux programmes spatiaux de ses principaux partenaires (National Aeronautics and Space Administration (NASA), ASE et autres agences spatiales). De plus, l'ASC a mis en œuvre un nouveau cadre de gouvernance et de surveillance des investissements et des pratiques rigoureuses de gestion de projets sont en place. Ces initiatives permettent à l'ASC de faire le suivi et de rapporter sur les progrès de ses

engagements, d'évaluer l'efficacité de ses travaux et d'harmoniser ses ressources avec les priorités.

De plus, l'ASC gère les risques financiers et les incertitudes liés au système Phénix en adoptant des stratégies d'atténuation des risques. Jusqu'à présent, l'ASC a pris un certain nombre de mesures afin d'aider à stabiliser le système de paie et de veiller à ce que les employés soient payés adéquatement et à temps. L'ASC est l'un des ministères dont les comptes n'ont pas encore été transférés au centre de paie et qui continue à offrir des services de rémunération. L'équipe de la rémunération, dont la composition varie pour répondre à la demande, vérifie de près les inexactitudes des paies et communique directement avec les employés pour fournir des éclaircissements et prendre rapidement des mesures afin de régler les problèmes au besoin. En outre, l'équipe participe activement à divers groupes de travail et forums dirigés par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et/ou Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Le personnel des Finances effectue aussi régulièrement le rapprochement des salaires pour vérifier et ajuster les écarts de dépenses.

4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas eu de changement important quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes au cours du troisième trimestre de 2018-2019.

Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par,

La version originale a été signée par
Sylvain Laporte, le 19 février 2019

Sylvain Laporte Date
Président
Longueuil, Québec

La version originale a été signée par
Jean-Claude Piedboeuf, le 19 février 2019

Jean-Claude Piedboeuf, B. Ing., Ph.D. Date
Dirigeant principal des finances
Longueuil, Québec

AGENCE SPATIALE CANADIENNE
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018

Annexe 1

État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2018-2019			Exercice 2017-2018		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Crédit 1: Dépenses de fonctionnement	179 828	39 009	101 217	180 678	42 993	103 742
Crédit 5: Dépenses en capital	175 516	31 385	44 377	168 666	22 322	61 778
Crédit 10: Subventions et contributions	56 411	11 927	30 385	60 966	6 336	16 931
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 463	2 365	7 097	9 328	2 289	6 867
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21	3	16	30	3	24
Autorisations budgétaires totales	421 239	84 689	183 092	419 668	73 943	189 342

(1) N'inclut que les Autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

AGENCE SPATIALE CANADIENNE
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018

Annexe 2

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2018-2019			Exercice 2017-2018		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
Dépenses:	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	73 019	19 189	56 368	70 109	20 987	57 421
Transports et communications	5 180	1 240	3 167	5 015	1 279	2 920
Information	3 101	1 121	2 528	3 165	643	2 032
Services professionnels et spéciaux	138 547	22 054	48 364	139 311	23 678	51 105
Location	1 841	914	1 778	3 480	1 029	2 192
Service de réparation et d'entretien	1 441	961	2 617	7 573	5 578	7 853
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 742	180	1 126	1 924	527	1 299
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	4 032	56	93	-	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	129 190	27 022	34 653	121 082	13 832	45 523
Paiements de transfert	56 411	11 927	30 385	60 966	6 336	16 931
Autres subventions et paiements	6 735	25	2 013	7 043	54	2 066
Dépenses budgétaires totales	421 239	84 689	183 092	419 668	73 943	189 342